

Conjoncture agricole

Une amélioration hétérogène des marchés en élevage. Un contexte plus porteur en productions végétales spécialisées mais un secteur toujours soumis aux aléas climatiques.

En grandes cultures, la concurrence est vive sur les marchés céréaliers alors que le colza subit la lourdeur du marché des huiles. Les coûts des intrants poursuivent leur hausse notamment l'énergie. Des perspectives de tensions apparaissent sur le marché du tourteau de soja.

En lait de vache, le prix payé au producteur progresse en 2017, mais le premier trimestre 2018 présente quelques incertitudes. D'abord en retrait, la collecte de lait de chèvre s'est nettement redressée en France et en Pays de la Loire sur le second semestre. En viande bovine, l'abondance de l'offre en femelles allaitantes pèse sur les prix. La production ovine est confrontée à une pénurie d'agneaux en raison du recul des naissances et des importations. L'embellie survenue sur le marché du porc en 2016 s'est estompée en 2017 avec le recul des importations chinoises. Enfin, la filière volaille poursuit des tendances antérieures caractérisées par le dynamisme de la consommation de poulet et dans le même temps la hausse des importations en provenance de l'UE.

Dans le domaine du végétal spécialisé, les marchés tant intérieur, qu'export sont bien orientés en arboriculture. En horticulture et pépinière ornementale, le bilan 2017 est positif et les perspectives encourageantes pour le printemps 2018. En cultures légumières, l'adversité climatique (temps doux) a à nouveau perturbé l'adéquation offre/demande pour certains légumes. En viticulture, les sorties de chais ont globalement été maîtrisées malgré la faiblesse des disponibilités.

Grandes cultures : vive concurrence en céréales et colza sous la pression des huiles

Céréales : des marchés soumis à de fortes concurrences

Selon Agreste, les surfaces de céréales d'hiver implantées en Pays de la Loire seraient quasi stables avec une hausse en blé tendre et triticale. Les surfaces de colza enregistreraient une hausse sensible de 9,3 % (+7 400 ha), plus marquée en Loire-Atlantique et Vendée, départements les moins producteurs.

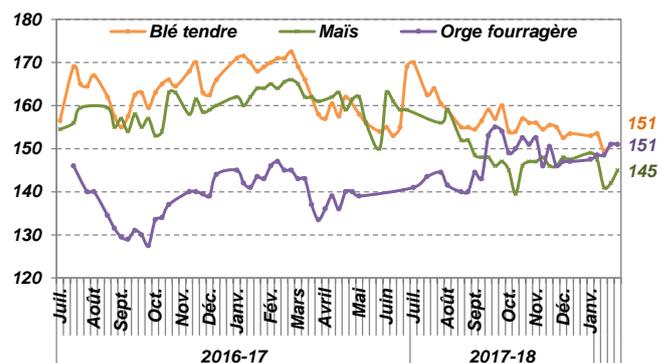
La campagne de commercialisation 2017/18 est difficile pour le blé tendre européen et français, handicapé par un euro fort. La concurrence des blés russes, qui ne s'est pas estompée pendant l'hiver et, plus récemment, celle de l'Argentine limitent les ventes sur un marché international où la demande est pourtant très active. L'offre mondiale est abondante, faisant pression sur les cours. Seul facteur de soutien, mais non déterminant à ce stade, les inquiétudes concernant les blés américains soumis à une sécheresse hivernale. En zone mer Noire, l'hiver se passe sans stress majeur pour les cultures. En Europe, les inondations ou l'humidité excessive ont pu dégrader l'état des cultures, notamment en France (Grand-Est et Ile-de-France) et en Allemagne.

Les importations européennes de maïs continuent d'aller bon train (+54 %). Originaires principalement du Brésil et d'Ukraine, elles concurrencent les maïs français et empêchent toute progression sensible des

cours. Cependant, le bilan mondial du maïs se tend. La sécheresse en Argentine fait plonger chaque semaine un peu plus les prévisions de récolte, tandis qu'au Brésil l'excès d'humidité qui a perturbé la récolte de soja, entraîne un retard dans les semis de la deuxième récolte de maïs, la plus importante en volume. Les cours mondiaux pourraient se réveiller.

En orge, la concurrence mer Noire va se tarir par épuisement du volume exportable. Les cours sont fermes, au niveau de ceux du blé, mais les disponibilités en blé et les importations de maïs limitent leur progression. Par ailleurs, les surfaces d'orge seraient en hausse en Europe.

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambre d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

Soja : tension en Argentine

La sécheresse, qui sévit en Argentine depuis novembre et qui touche la moitié des surfaces, affecte les rendements au point de réduire les prévisions de production à moins de 50 Mt (46 Mt selon Oil World).

Cette situation met les prix de la graine et du tourteau de soja sous tension compte tenu de l'importance de l'Argentine sur le marché mondial du tourteau de soja. Déjà en repli sur janvier-février, les exportations argentines de tourteau de soja devraient continuer de reculer au cours des prochains mois.

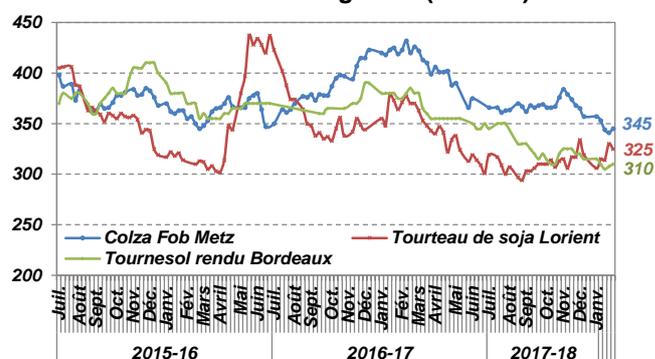
Colza/canola : sous la pression des huiles

Le marché de l'huile de soja subit la pression baissière de l'activité de trituration que suscite la hausse du prix du tourteau. Cette situation alourdit le bilan mondial des huiles déjà important en raison de l'importance des stocks d'huile de palme. Selon Oil World, le potentiel de baisse de l'huile de palme serait néanmoins limité à terme par la forte demande de l'industrie alimentaire et du biodiesel.

En Europe, les marchés du tourteau de soja sont toujours soutenus par la situation argentine alors que

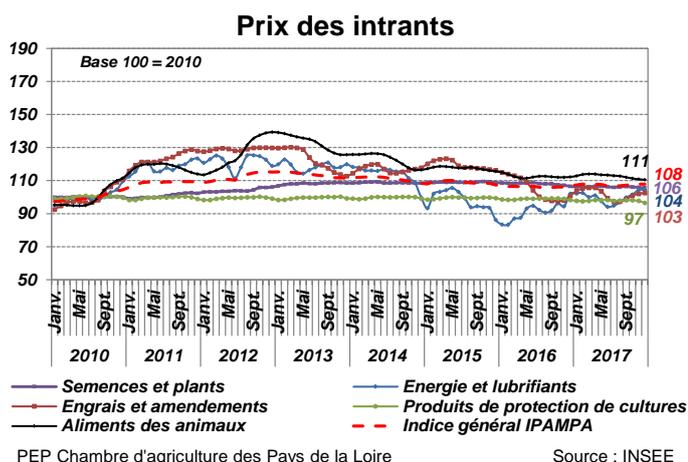
le colza subit la pression du marché des huiles et de ses propres fondamentaux. Les bons niveaux de production européenne de la campagne 2016/17 et les importations plus importantes que prévu devraient booster le stock de report de la campagne en cours au record de 2 Mt. La surface ensemencée en colza pour la prochaine récolte progresse de 15 % en Pays de la Loire.

Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambre d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

Intrants : prix en hausse de 0,7 % sur l'année



Après plusieurs mois de repli, le prix des intrants (mesuré par l'IPAMPA pour les biens et services de consommation courante) a connu une progression assez continue depuis octobre 2016, principalement liée à la hausse du prix de l'énergie.

Sur l'année 2017, les intrants ont été plus chers de 0,7 % comparativement à 2016.

La progression du prix de l'énergie est particulièrement marquée. En moyenne annuelle, elle atteint 9,4 %, notamment par suite de l'accélération de la hausse du prix du baril de pétrole brut observée depuis juillet 2017. Le GNR (gazole non routier utilisé par les agriculteurs) a notamment vu son prix progresser de 18 %.

Cette hausse a été compensée par la baisse d'autres postes de charges : engrais (-3 %), produits de protection des cultures (-1 %), aliments pour les gros bovins (-1,1 %) et pour les volailles (-0,8 %).

En volume, les fabrications industrielles d'aliments composés se sont réduites de 0,6 % sur onze mois. Cette réduction est imputable à une baisse dans les filières porcines et volailles, contrebalancée par une progression dans la filière bovine.

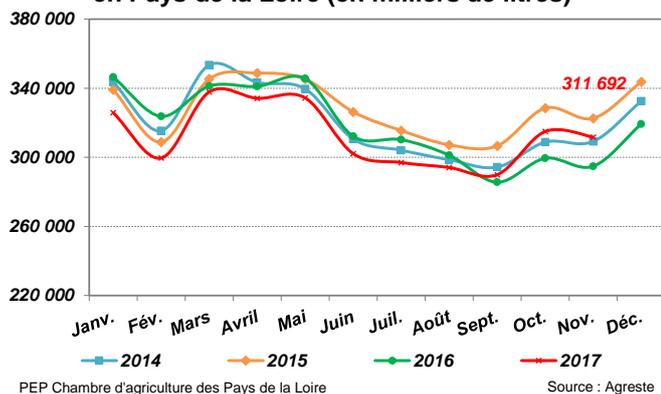
Lait de vache : des incertitudes pour le premier trimestre 2018

Volume régional en légère baisse et prix en hausse de 14 % sur l'année 2017.

En Pays de la Loire, la collecte est restée en retrait par rapport à son niveau de l'année précédente jusqu'en août, après quoi elle a repris grâce à des fourrages plus abondants et de meilleure qualité (sauf au sud de la région). Sur l'ensemble de l'année, elle serait en léger repli, de l'ordre de 1 % par rapport à 2016 (alors qu'on note une stabilité au plan national).

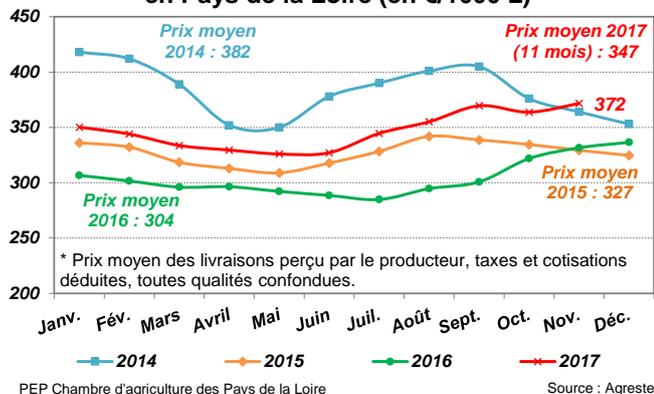
Les prix payés aux producteurs connaissent quant à eux une amélioration de 14 % entre 2016 et 2017, pour atteindre une moyenne de 347 €/t sur l'année civile (onze mois), après une année 2016 catastrophique qui s'était soldée par un prix moyen à 304 €/t.

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en milliers de litres)



L'embellie sur le cours du beurre, conjuguée à des indices de saisonnalité positifs, a en effet fini par se répercuter sur le prix payé au producteur, qui a atteint 372 €/t en novembre.

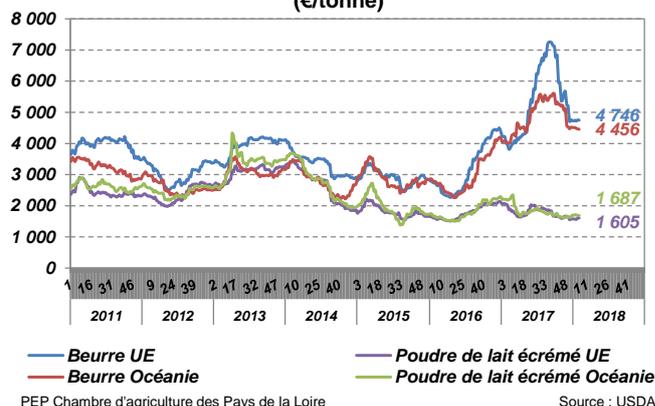
Evolution mensuelle du prix* du lait en Pays de la Loire (en €/1000 L)



Mais la tendance est en train de s'inverser pour la matière grasse qui connaît un reflux de son prix, en lien avec la progression des disponibilités en beurre fin 2017 (croissance des fabrications européennes et océaniques).

En production biologique, les prix ont augmenté de 2,6 % en Pays de la Loire, passant de 454 €/t à 466 €/t entre 2016 et 2017, pour une collecte en hausse de 5 %. Cette collecte devrait atteindre 135 millions de tonnes sur l'année, soit 3,5 % de la collecte laitière totale de la région.

Cours mondiaux des produits laitiers (€/tonne)



Un contexte de reprise des volumes européens et mondiaux

Au quatrième trimestre 2017, la collecte cumulée des cinq principaux exportateurs mondiaux dépasse de 3 % son niveau de 2016 sur la même période. L'Union européenne contribue pour les deux tiers à ce supplément de collecte, devant l'Océanie (20 %) et les USA (15 %). En effet, alors que les principaux producteurs, France et Allemagne, ont modéré leur production, certains pays ont poursuivi leur dynamique laitière. C'est le cas de l'Irlande, la Pologne, le Danemark, l'Espagne, l'Italie...

Cette situation suscite des inquiétudes dans la mesure où les stocks européens de poudre maigre (près de 400 000 t) sont toujours là et que les stocks américains sont également élevés (149 000 t), malgré une hausse des échanges mondiaux de 10 % sur les dix derniers mois...

Le marché mondial des poudres grasses est quant à lui peu animé, tout comme celui de la poudre de lactosérum. Les échanges mondiaux de fromages ont par contre bien progressé sur les huit premiers mois de l'année (+7 %), bénéficiant aux exportations européennes, mais ils ont marqué le pas en septembre octobre.

Face à cette situation d'excédents mondiaux qui pourrait peser sur les prix début 2018, quelques facteurs sont néanmoins susceptibles de rééquilibrer la tendance : la production du premier trimestre 2018 en Océanie (saison estivale) risque d'être amputée par des conditions climatiques très sèches, et le cours du beurre toujours élevé continue à jouer un rôle de garde-fou sur les prix...

Lait de chèvre : nette reprise de la collecte au second semestre 2017

Malgré des signaux de marché très positifs, le repli de la collecte française était constaté. Sur le second semestre 2017, la situation s'inverse nettement et finalement la collecte nationale se rapproche de son niveau de 2016 : -0,7 % sur onze mois 2017. La reprise a été très dynamique en Pays de la Loire (-0,4 % sur onze mois 2017).

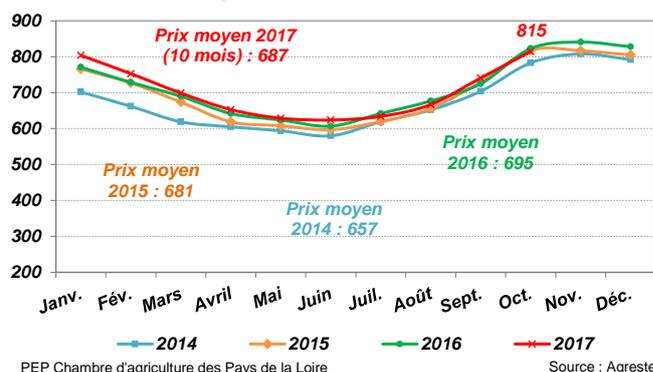
Le prix du lait de base a poursuivi sa progression. Sur dix mois 2017, le prix moyen est de 687 €/1 000L (680 € sur dix mois 2016). En baisse après les

sommets atteints en 2012, les charges se sont un peu redressées depuis l'été 2016 (aliments et énergie). La hausse de la consommation de fromages de chèvres, bien que moins dynamique, est encore bien présente et est complétée par d'autres produits caprins de plus en plus convoités. Les fabrications cumulées jusqu'à novembre 2017 affichent un essor de +7 % sur les laits conditionnés et +14 % pour l'ultra frais.

Les importations ont fortement progressé et représentent 20,5 % de l'approvisionnement des laiteries sur onze mois 2017, proportion inégalée même les années de fortes importations en 2007 et 2008. Les stocks de produits de report ont été reconstitués en 2017.

Vigilance pour 2018 par rapport aux importations, attention à ne pas tomber en situation de surstock dans un contexte de reprise de la collecte de lait de chèvre.

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (en €/1 000 L)

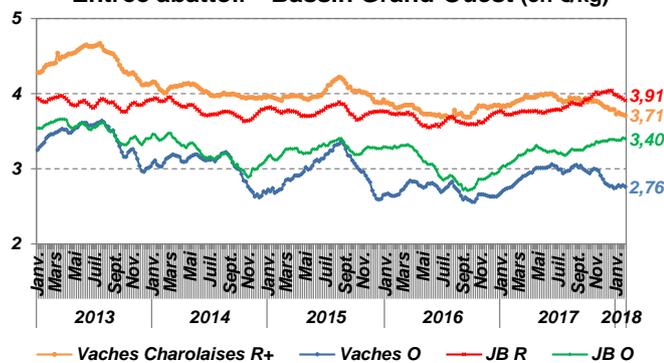


PEP Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Source : Agreste

Viande bovine : une offre de femelles abondante mais en recul en jeunes bovins

Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (en €/kg)



PEP Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Source : FranceAgriMer

Femelles : pression des sorties de femelles allaitantes

Après plusieurs années de croissance, le cheptel allaitant s'est d'abord stabilisé avant de suivre une tendance baissière sur le deuxième semestre 2017. En fin d'année, les réformes étaient abondantes (+5 % sur l'année 2017 par rapport à 2016 au niveau national et en Pays de la Loire). Cette tendance se poursuit en ce début d'année et pèse sur les prix tant des femelles que des mâles. En fin d'année 2017, le cheptel allaitant français retrouve son niveau de 2014. La diminution globale des effectifs du cheptel laitier se poursuit également. Elle s'est accélérée à partir du deuxième semestre 2017. Compte tenu de la baisse des effectifs, les abattages de réformes laitières reculent également en 2017 par rapport à 2016 (-3,6 % au niveau national et -2 % en Pays de la Loire). A l'instar des femelles allaitantes, les abattages de femelles laitières ont été dynamiques en janvier 2018 face à une demande globalement en retrait. Alors qu'en bilan la baisse de consommation de viande est estimée à -3 % en 2017 (veau compris), les achats des ménages de viande de gros bovins ne reculeraient que de 1,1%. Le haché reste plébiscité par les consommateurs.

Jeunes bovins : recul des abattages en 2017

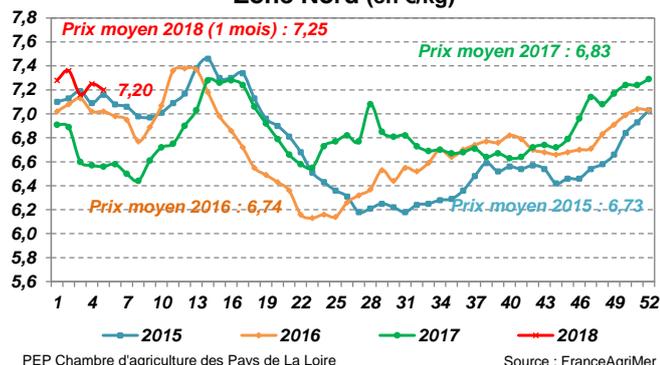
La baisse des abattages de jeunes bovins, conséquence du recul de l'activité d'engraissement, se poursuit en 2017 (de l'ordre de -5 % en Pays de la Loire). Ce manque d'offre a tiré le marché, les cours ont terminé l'année 2017 au plus haut. La tendance s'est inversée depuis le début de l'année 2018. Dans le sillage des prix allemands, en raison de la fin d'un contrat turc (qui avait tiré les prix à la hausse en fin d'année) et sous la pression de l'abondance de l'offre de femelles allaitantes (génisses et vaches), les cours des jeunes bovins de race à viande français suivent une baisse saisonnière prononcée. Le jeune bovin laitier poursuit sa hausse initiée en 2017. Alors que la baisse des abattages de jeunes bovins laitiers est la conséquence d'un recul des effectifs, celles des jeunes bovins allaitants résulte d'un décalage des sorties en raison de l'encombrement du marché. Les exportations françaises de viande bovine (majoritairement du jeune bovin vers l'Europe du Sud et l'Allemagne) ont connu une légère progression en 2017 face à une concurrence polonaise en pleine croissance. Les exportations françaises devraient bientôt s'ouvrir vers la Chine dans la perspective de la fin de l'embargo chinois sur les viandes bovines françaises courant 2018.

Maigre : une fin d'année dynamique

Les demandes soutenues de l'Italie et de l'Espagne ont porté les cours en fin d'année. Le commerce sera cependant limité en ce début d'année 2018 compte tenu de la faiblesse des naissances enregistrées au cours du second semestre 2017. Faute de disponibilités, les prix des brouards charolais et croisés connaissent des hausses sensibles. La réouverture du marché turc n'a pas permis de développer les expéditions d'animaux vers cette destination tant le niveau des conditions sanitaires exigées est élevé. Tout en restant en deçà de 2014 et 2015, les cours des veaux de boucherie se sont mieux comportés en fin d'année 2017 par rapport à 2016. Une demande relativement dynamique et des actions de promotion de la viande de veau devraient maintenir les prix au cours des prochaines semaines.

Viande ovine : pénurie d'agneaux

**Cotation régionale agneaux 3 (couvert)
16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir
Zone Nord (en €/kg)**



Depuis l'automne, le prix de vente des agneaux s'est progressivement raffermi, gagnant près de 8 % en quelques semaines, entre la rentrée et les fêtes de fin d'année. Ce niveau de prix se maintient à peu près depuis sur la région, malgré l'entrée dans une saison traditionnellement moins favorable à la consommation, avant les fêtes pascales.

Cette belle orientation des prix s'explique par un manque d'agneaux disponibles. Depuis mai 2017, les abattages mensuels sont inférieurs à ceux des années précédentes et au final, c'est un recul de 2,9 % des tonnages produits qui s'inscrit au bilan de fin d'année, correspondant à un écart de 105 000 agneaux. 60 % du manque viendrait de la baisse de fourniture par

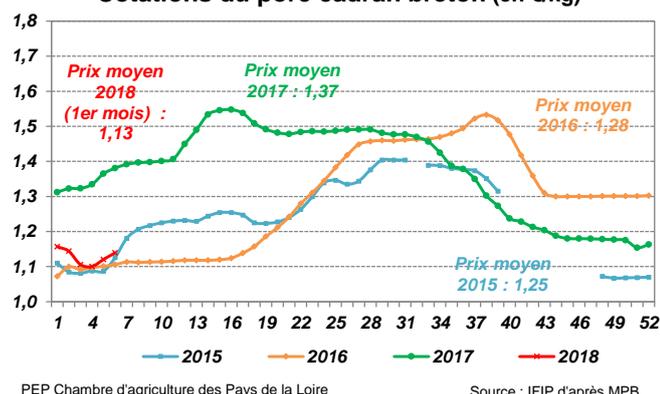
l'élevage français et le reste doit être attribué au recul des importations d'agneaux vivants (-25 % sur l'année). Les exportations d'agneaux vivants, (-12 000 têtes et en recul sensible sur l'Italie pour cause de FCO), ou le solde import-export de viande ovine (-0,8 %) sont de peu d'effet sur cette tendance. On manque plus d'agneaux que de viande ovine, car les abattages d'ovins adultes ont progressé en 2017 (2,6 % en têtes et 2,1 % en poids), ce qui ramène la baisse du tonnage de viande ovine produite à 2 %. Cet accroissement des abattages d'ovins adultes correspond probablement à une décapitalisation en cheptel qui confirmerait que l'élevage national reste sur une pente dégressive.

Les importations d'agneaux qui paraissent donc nécessaires à nouveau se sont heurtées au manque de disponibilités en Europe, où les prix augmentent presque partout. C'est donc le niveau de consommation qui s'ajuste. Celle-ci aurait reculé de 1,2 % en 2017 selon l'Idele (méthode des bilans) et la part de viande française qui était passée à 45 % en 2016 redescendrait à 44 % en 2017.

Début 2018, une reprise de la production britannique est envisagée. On ne prévoit pas qu'elle ait un effet déstabilisateur sur les grandes tendances de 2017, qui ont toutes les chances de se prolonger au moins quelques mois.

Viande porcine : un bilan 2017 satisfaisant mais des perspectives 2018 moins encourageantes

Cotations du porc cadran breton (en €/kg)



L'année 2017 aura été marquée par la baisse des importations chinoises (-25 % pour la viande de porc). Ce repli est l'une des explications majeures du retournement des cotations européennes. L'offre européenne est estimée en baisse de 1,8 % (exception en Espagne). Or, la consommation de porcs de l'UE a baissé et les exportations se sont réduites (-8,9 % sur onze mois). Le bilan 2017 reste toutefois positif, les prix producteurs étant supérieurs à 2016. Mais leur chute a été vertigineuse depuis l'été 2017.

Le bilan français 2017 s'inscrit dans les mêmes tendances. La baisse de production atteint -1,86 % sur l'année. Les exportations sont en repli (-2,3 % sur dix mois). Le recul des achats des ménages devient très préoccupant : -4,9 % pour le porc frais et -1,4 % pour la charcuterie. Le prix moyen 2017 s'établit à 1,370 € en hausse de 6 % comparé à 2016.

Les prix européens ont poursuivi leur baisse en janvier 2018. Partout, l'offre est importante et la menace de l'arrivée de la PPA en Allemagne fait pression sur les prix. Les abattages massifs (pour stockage en frigo) ont fait repartir les prix à la hausse en février. En France : hausse des abattages de 3 % en janvier et cotation de 1,14 €/kg mi-février.

Quelle évolution des prix en 2018 ? Au regard d'une offre attendue en hausse (dans l'UE, USA, Canada), la demande chinoise sera déterminante et la concurrence vive (parité monétaire aujourd'hui favorable aux USA). La PPA pourrait perturber le marché avec le risque d'une contamination en Allemagne qui ferait chuter les cours européens, a contrario une contamination en Chine embraserait les cours mondiaux. Autre point de vigilance : quels débouchés pour les exportations porcines brésiliennes

suite à la fermeture du marché russe en décembre 2017 (détection de ractopamine) ?

Dans ce contexte, les Etats Généraux de l'Alimentation ont été l'occasion d'apporter de nouvelles orientations pour la filière porcine française,

notamment : renforcer la compétitivité de la filière, enrayer la baisse de consommation de porc, développer un plan stratégique pour l'export et proposer une nouvelle segmentation avec environ 30 % de production différenciée.

Volailles : consommation stabilisée en 2017

En 2017, sur la période de janvier à octobre, les abattages ligériens de volailles progressent légèrement (+0,7 %) grâce à une activité dynamique en poulets (+3,9 %). Dans les autres espèces, les abattages diminuent, notamment en dinde (-7,5 %) et en pintades (-7,7 %). En canards, le recul de l'activité est moins prononcé (-1,6 %).

Selon les estimations de FranceAgriMer, après trois années de quasi-stabilité, la production française de volaille se replie de 1 % en 2017. La France recule ainsi au rang de troisième producteur européen derrière la Pologne et le Royaume-Uni. La production de canards, fortement affectée par l'épidémie d'influenza aviaire, diminue (-9,6 %) ainsi que la production de dinde (-5,6 %). L'accroissement de la production de poulets (+2,1 %) ne compense pas ces baisses.

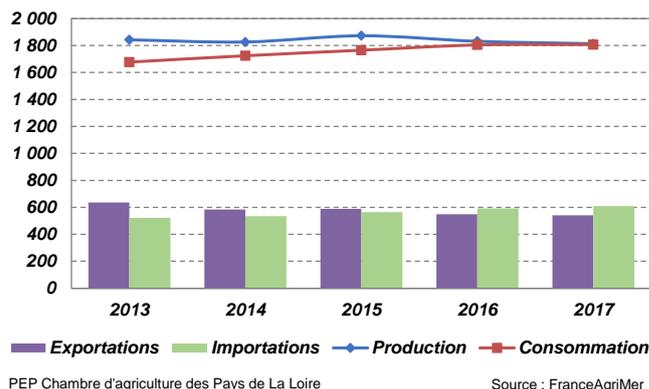
La consommation de viande de volaille calculée par bilan est stable. Le canard et la dinde sont moins consommés mais le poulet continue sa progression (+4,7 %), de façon plus marquée en restauration hors domicile. En effet, les achats de poulet par les ménages n'ont augmenté que de 0,5 %. A domicile, seuls les découpes de poulet, les produits élaborés frais, les produits panés surgelés et la charcuterie à base de volaille progressent et représentent aujourd'hui 60 % des achats.

Ces évolutions dans la structure de la consommation favorisent la hausse des importations (+3,1 %). Elles atteignent 34 % de la consommation de volaille et 41 % pour le poulet. Elles sont constituées à 90 % de

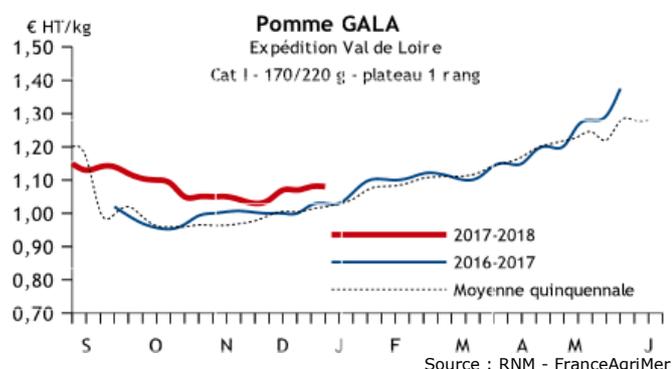
viande et préparation de poulet en provenance de l'UE. La Pologne et l'Espagne sont les origines en forte croissance.

Du côté des exportations, les ventes françaises à l'UE augmentent pour la deuxième année consécutive avec une belle progression des exportations de poulet vers les Pays-Bas et de dinde vers l'Allemagne. En revanche, sur pays tiers, les exportations françaises diminuent par suite de la baisse du real brésilien, du développement de la production saoudienne, et des recettes pétrolières moindres freinant la demande. Il en résulte une nouvelle dégradation du déficit commercial qui atteint 68 000 t et 178 millions d'euros.

Bilan français du secteur volaille de chair
(en 1 000 tec)



Arboriculture : marché actif sur la France et à l'export



Selon les estimations nationales au 1^{er} novembre 2017, la production française de pommes, affectée par les gelées d'avril, enregistre une baisse de 5 % par rapport à la moyenne 2012/16.

En Pays de la Loire, la perte de rendement est estimée à 5 % par rapport à la récolte 2016, mais elle serait compensée par la hausse des surfaces, en particulier sur les variétés bicolores telles que Ariane, Elstar, Pink Lady (source : Agreste). Parallèlement, la récolte européenne serait en chute de 21 % sur un an, ce qui constituerait la plus petite récolte depuis dix ans.

Malgré des défauts visuels sur certains fruits, la qualité est au rendez-vous, en particulier dans l'Ouest (calibres et taux de sucre élevés).

Le démarrage de la commercialisation a été lent et laborieux en fin d'été en raison de la concurrence des autres fruits (pêches et raisins). Sur le dernier trimestre, le marché a par contre été très actif sur la France, ainsi que sur l'Allemagne, le Benelux, et la

Scandinavie, avec toutefois un retrait des ventes sur la Grande Bretagne, le Moyen Orient et l'Espagne.

Fin décembre les prix de vente nu départ se situent à cinq centimes de mieux que l'année précédente. Toutes les principales variétés voient leurs prix augmenter, sauf la Golden dont le prix est stable.

Pour le début de l'année 2018, les expéditeurs sont optimistes, les stocks européens étant inférieurs de 27 % à ceux du 1^{er} décembre 2016.

Sur le marché de la poire, l'activité commerciale est calme, mais le faible disponible permet de maintenir des cours fermes. En poire Conférence, le cours mensuel moyen en calibre 65/70 mm (1,25 € HT/kg) est supérieur de 8 % à celui de 2016 et de 15 % à la moyenne quinquennale.

Horticulture et pépinières : un bilan 2017 positif et des perspectives encourageantes pour le printemps 2018

Après quelques années très difficiles, l'année 2017 s'est avérée plus propice au secteur horticole ligérien. Le climat était de la partie et a stimulé les achats au printemps et à l'automne. La saison automnale a été particulièrement dynamique en pépinière. Ces dernières années ont été marquées par une baisse importante de l'utilisation de végétaux par le marché des collectivités et du paysage. 2017 renoue avec la croissance créant une situation de quasi pénurie pour certaines espèces chez les pépiniéristes qui avaient baissé leurs mises en production depuis quatre-cinq ans. La reprise des constructions, les démarches collectives plus nombreuses dans la filière, l'intérêt plus marqué pour l'approvisionnement local ont joué favorablement au regain du secteur. Au-delà des alliances commerciales qui se sont multipliées, une charte marché public a été signée en 2017 en Pays de la Loire. L'objectif de cette charte est de faire reconnaître le savoir-faire horticole régional et de rendre visible l'offre locale.

Les ventes dans les différents circuits de distribution se sont bien tenues en 2017.

L'analyse des résultats de l'exercice 2016 de l'Observatoire Economique et Financier de France Agrimer, révèle un redémarrage des investissements, signal encourageant pour le secteur. L'exception porte sur les fleurs coupées en grandes difficultés ; les entreprises aujourd'hui ne parviennent plus à se rémunérer. Egalement, la fermeture de grossistes / cashs depuis deux ans a perturbé le marché obligeant les producteurs à redéployer leurs ventes vers d'autres débouchés.

Les perspectives pour le printemps 2018 s'annoncent prometteuses au regard des commandes de végétaux passées sur le marché du paysage et des collectivités. Rappelons toutefois qu'une large part de la vente des végétaux produits dans la région est à destination du grand public, or ce marché reste volatil car très météo dépendant.

Les enjeux de main d'œuvre, de transmission et de formation sont au cœur des préoccupations de la filière. L'optimisation logistique reste un enjeu crucial ainsi que l'organisation collective.

Légumes : trop de douceur en hiver n'est pas toujours souhaitable

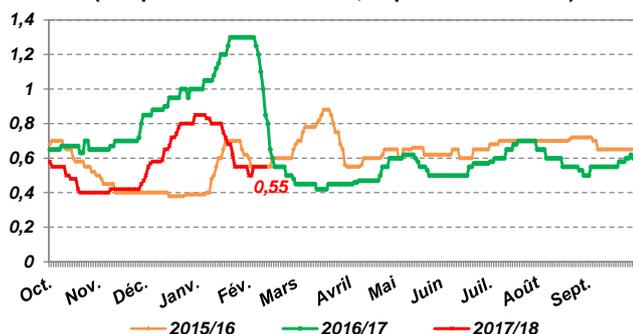
Il y a très peu de production hivernale dans les serres légumières. La campagne 2017 s'est bien terminée pour la tomate, mais moins bien pour le concombre. Pour la tomate, la production régionale est estimée en baisse sensible (-5 % sur la moyenne quinquennale). Après deux périodes difficiles vers avril et juillet, la fin de saison s'est conclue par des prix nettement meilleurs, à peu près au niveau de ceux de 2016 en octobre. Pour le concombre, la production nationale est estimée en croissance de

4 %. Après deux situations de crise de marché en mai et juillet-août, la concurrence des produits importés en fin de saison a contrarié le redressement des prix.

La campagne de mâche bat son plein au contraire durant cette période. Au cours de la période précédant les fêtes, la demande a été forte même si les cours ont été moins bien orientés qu'en 2016. Mais le mois de janvier très doux a amené un surplus d'offre qui a causé une nette dégradation. Ensuite les inondations puis l'enneigement ont perturbé la logistique et fait perdre des ventes dans plusieurs régions de France. Pour le moment, le retour du froid en février n'a pas provoqué le manque de production susceptible de redresser sensiblement les prix.

La production ligérienne de radis s'étale sur l'année et son point bas se situe en octobre. Au cours des mois d'hiver, les volumes mis en marché restent faibles. En fin d'année 2017, une offre trop réduite a provoqué un emballement du prix de la botte qui a atteint des sommets au moment des fêtes. La douceur de janvier a accéléré la production et imposé une fin brutale à la montée des prix, accentuée par les difficultés de

Evolution du prix de la barquette de 150 g de mâche verte (barquette thermo-scellée; départ Nantes: en €)



logistique. L'arrivée d'un peu de froid devrait rééquilibrer le marché avant le retour du printemps et des plus gros volumes de production. La région produit un tiers des volumes nationaux.

Les productions régionales de laitue et de chicorée sont par contre très faibles les mois d'hiver. La crise de la filière touche surtout les productions françaises du sud de la France qui reculent sous la pression des importations, principalement espagnoles. La région expédie peu de poireaux d'hiver. La saison n'a pas été bonne non plus : une offre nationale en hausse et une demande rendue atone par le manque de froid vif ont pesé sur les prix.

La production d'échalotes n'est plus de saison mais sa commercialisation continue tout l'hiver. La campagne 2017/18 est nettement moins favorable que la

précédente. Des disponibilités importantes maintiennent les prix à des niveaux assez bas depuis l'automne.

Les pluies exceptionnelles et les inondations dans le nord et l'est de la France ont touché beaucoup de parcelles maraîchères, surtout en région parisienne. L'offre de légumes pour les mois à venir pourrait en être affectée.

Sur 2017, les achats de légumes frais par les ménages seraient en léger repli, alors que les volumes exportés auraient un peu augmenté. Cependant, le solde commercial français, mesuré en euros, continuerait de se détériorer à cause du renchérissement des importations (source : FranceAgriMer).

Viticulture : des sorties de chais maîtrisées

Ce sont toujours les estimations de récolte d'Agreste au 1^{er} novembre qui servent à évaluer le niveau des récoltes 2017 en France, qui serait donc de 36,8 millions d'hectolitres, en baisse de 18 % sur la moyenne quinquennale. Après dépouillement partiel des déclarations de récolte, FranceAgriMer le voit encore un peu plus bas. Malgré ces faibles disponibilités, beaucoup de vins français sont sortis des chais en fin d'année pour toutes les catégories.

Les volumes sortis sont souvent très supérieurs à ceux de l'année précédente. A fin octobre, FranceAgriMer les évalue en hausse de 22,8 %. Les prix moyens sont également bien orientés pour les rosés, sans grand changement pour les blancs mais en léger retrait pour les rouges.

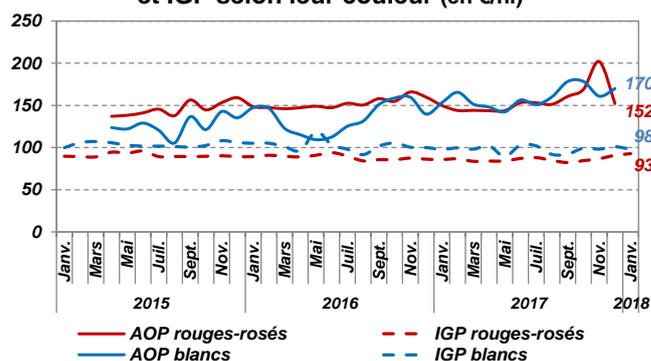
Pourtant, les ventes en grande distribution ont été mesurées en légère baisse sur à peu près la même période (-2,8 % pour les vins tranquilles). L'évolution des prix compense cependant un peu la baisse des volumes (+1,1 %). Les exportations évoluent de manière plus favorable : +7 % en volumes et +8 % en valeur. Les acheteurs chinois semblent de retour (+14 %) alors que les britanniques se retirent (-8 %). Nos principaux clients sont toujours aux Etats-Unis et ils nous restent fidèles.

Cette situation particulière des marchés nationaux se décline aussi à l'échelon régional. Les vins d'Anjou sont beaucoup sortis des chais en fin d'année pour le négoce (+15 % de volumes environ et même

davantage pour les fines bulles et les moelleux) avec des prix maintenus ou en légère hausse de 1 à 2 %, à peine plus pour les Rosés et les Champigny. On retrouve la même tendance sur les ventes de moûts et de raisins à la récolte : des hausses de volumes à des prix légèrement améliorés.

Les vins nantais (muscadets et gros plant) font exception : les volumes sortis sont carrément en baisse pour le muscadet (stables en gros plant) mais les prix au négoce sont en forte hausse sur la fin d'année 2017 comparée à 2016, d'au moins 20 %. En muscadet il s'est aussi vendu plus de moûts à la récolte 2017 (mais nettement moins de raisins), à des prix assez nettement supérieurs à ceux de 2016.

Evolution des prix des vins français AOP et IGP selon leur couleur (en €/hl)



PEP Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Source : FranceAgriMer



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60 Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)
 Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57 Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)
 Gilles LE MAIGNAN Tél. 02 53 46 61 70 Mail : gilles.lemaignan@pl.chambagri.fr (Nantes)
 Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09 Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr (Laval)
 Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28 Mail : pascale.labzae@pl.chambagri.fr (Le Mans)